



# UNE SEMAINE EN HAÏTI

**L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France**

*Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal*

N°1660

mercredi 24 juillet 2024

- **La population continue de subir la terreur des gangs armés**
- **L'état d'urgence sécuritaire est décrété dans 14 communes pour mettre en déroute les gangs**
- **Mission multinationale d'appui à la sécurité, soutien américain et incertitude**
- **Médias : Les journalistes doivent éviter d'interférer dans les opérations de police**

## >> **La population continue de subir la terreur des gangs armés**

Les autorités sont toujours impuissantes face aux violences des gangs armés, qui attaquent la population en toute impunité. Le 21 juillet, le gang 400 mawozo de Croix-des-Bouquets a tué 4 personnes dans un nouvel assaut contre la municipalité de Ganthier, sur la route de Malpasse (à la frontière avec la République Dominicaine). Les bandits ont incendié et saccagé le commissariat de police. Les habitants ont fui vers Fonds-Parisien, encore plus proche de la frontière, pour échapper à la furie de ce gang armé. Cette route, de Croix-des-Bouquets à Malpasse / Malpaso, est sous le contrôle du gang 400 mawozo depuis la fin de l'année 2021. Environ 200 jeunes élèves de Ganthier ont pu, malgré tout, se déplacer vers Delmas, à Port-au-Prince, pour passer les examens d'État de la neuvième année fondamentale. L'ancien footballeur Frantzy Pétion Francillon, devenu entraîneur, a été assassiné de plusieurs balles par des individus, le 21 juillet, lors d'une violente intrusion au Centre sportif de Carrefour (à plus d'une dizaine de km au sud de Port-au-Prince). Le commissariat de police de Carrefour est sans policiers depuis l'attaque de gangs armés au mois d'avril. Des habitants constatent que les bandits sont encore alimentés en armes et en munitions dans plusieurs quartiers de Port-au-Prince. Les transports publics ne peuvent plus faire la navette entre la capitale et le grand Sud d'Haïti.

## >> **L'état d'urgence sécuritaire est décrété dans 14 communes pour mettre en déroute les gangs**

Dans une adresse à la nation, le 17 juillet, le Premier ministre Garry Conille a déclaré : « L'état d'urgence sécuritaire dans 14 communes donnera au gouvernement les instruments

nécessaires à son action, afin de mettre en déroute les bandits et de rétablir l'autorité de l'État ». Environ 80% de la zone métropolitaine de la capitale sont aux mains des gangs formant la coalition appelée Viv ansanm (Vivre ensemble). Ces dispositions devraient marquer un tournant dans la lutte contre la criminalité et les violences des gangs, afin de rétablir la paix, tente de rassurer Garry Conille, en dressant un tableau catastrophique de la situation. Toutes les forces de l'ordre sont mobilisées pour éradiquer les bandes armées. L'état d'urgence sécuritaire a été décrété, 48 heures après [l'arrivée à Port-au-Prince d'un nouveau contingent de 200 policiers kényans](#). Le Premier ministre demande aux habitants des communes concernées par cette décision, de collaborer avec les forces de l'ordre. Il demande également aux journalistes, « surtout des médias sociaux », d'éviter de diffuser des informations stratégiques, susceptibles de servir les bandits. Il appelle, une fois de plus, les bandits à déposer les armes et à reconnaître l'autorité de l'État. Plus de 10 000 personnes ont été tuées par les gangs durant les 3 dernières années, selon des chiffres de plusieurs rapports de l'ONU. Ces violences se sont intensifiées au cours des derniers mois, justement avec cette coalition de gangs Viv ansanm.

## >> Mission multinationale d'appui à la sécurité, soutien américain et incertitude

L'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Linda Thomas-Greenfield, est en visite officielle, ce lundi 22 juillet, à Port-au-Prince. Elle a annoncé, en conférence de presse, une aide supplémentaire à la [Mission multinationale d'appui à la sécurité](#), sans pouvoir dire quand cette force sera complétée, pour combattre les violences armées en Haïti. Le Département américain de la défense fournira à la mission une « augmentation substantielle » du nombre de véhicules blindés pour lutter contre les gangs. « Nous savons que le progrès n'est pas linéaire. Il y aura inévitablement des revers et des obstacles, et pourtant cette mission a ouvert la porte au progrès », a estimé l'ambassadrice, qui était à la tête d'une délégation de haut niveau, comprenant, entre autres, l'assistant secrétaire d'État pour l'hémisphère occidental, Brian Nichols. Elle a rencontré les membres du Conseil présidentiel de Transition, le premier ministre Garry Conille et le commandement de la police kényane. A terme, la force multinationale, dirigée par le Kenya, doit être composée de 2 500 membres originaires des Bahamas, du Bangladesh, de la Barbade, du Bénin, du Tchad et de la Jamaïque. La diplomate américaine a également annoncé [une aide humanitaire supplémentaire de 60 millions de dollars à Haïti](#).

Ndlr : US \$ 1.00 = + 140.00 gourdes ; 1 euro = 144.00 gourdes ; 1 dollar canadien = 96.00 gourdes ; 1 peso dominicain = 2.40 gourdes aujourd'hui

## >> Médias : Les journalistes doivent éviter d'interférer dans les opérations de police

Le secrétaire général de l'Association des Journalistes Haïtiens (AJH), Jacques Desrosiers, s'inquiète car « nous avons été surpris de voir à quel point des journalistes mettaient leur vie en danger, en essayant de couvrir une opération de police au centre-ville de Port-au-Prince, le 17 juillet. Une telle attitude met en péril la sécurité, la vie des journalistes aussi bien que celle des policiers, déployés sur le terrain à la poursuite des gangs armés ». L'AJH considère l'avertissement de Garry Conille (à « éviter de signaler les positions et les stratégies des policiers ainsi que l'évolution des opérations policières contre les gangs armés ») comme un appel à la coopération et à la responsabilité des journalistes. « Les journalistes exerçant sur le terrain doivent protéger leur vie. Elles et ils doivent avoir un comportement responsable et professionnel, pour éviter d'être victimes lorsqu'ils réalisent des reportages sur des scènes d'opérations entre les policiers et les bandits armés », souligne de son côté l'Association Haïtienne des Médias en Ligne (AHML).